

CRISE DE CROISSANCE EN ZAMBIE

LES DIFFICULTÉS DU DR KAUNDA

PAR AQUINO DE BRAGANÇA

Le 26 janvier dernier, M. Justin Chimba, ministre du Commerce, de l'Industrie et des Mines du gouvernement zambien, mettait en question, dans une interview retentissante, « la politique raciale » de son gouvernement. Le même jour, la radio d'Afrique du Sud déclarait que le gouvernement zambien « opprimait les Bembas de Zambie » et lançait un appel « à la plus grande tribu du pays » afin qu'elle chasse le gouvernement de Lusaka.

La grave crise qui secoue ainsi la Zambie, et qui est marquée de relents tribaux, sera-t-elle exploitée par les racistes du Sud ?

■ Le 20 août 1970, M. Simon Kapwepwe, vice-président de la république de Zambie, demandait à être déchargé de ses fonctions.

« Je ne peux pas vous retenir cette fois... Attendez quand même la fin du sommet des « non-alignés » et après vous serez libre », répondit le Dr Kaunda.

En septembre 1970, le n° 2 du régime était déchargé de ses fonctions. Simon Kapwepwe acceptait — à la surprise de ses amis — un poste beaucoup plus modeste, celui de ministre du Gouvernement local, avec des responsabilités particulières dans le domaine de la culture...

Cependant, tous les observateurs étaient unanimes à considérer que cette décision de l'homme « le plus controversé de Zambie » n'allait pas résoudre

la crise grave qui divise le parti dominant et menace l'unité du pays.

M. Kapwepwe est un homme obstiné. Déjà, en août 1969, il avait donné sa démission, non seulement du poste de vice-président de la République, mais de toutes les instances du parti gouvernemental U.N.I.P. dont il était, avec son ami Kaunda, un des fondateurs.

Son autorité au sein du gouvernement et des hautes instances du Parti était, disait-il, minée par de sordides intrigues tramées par certains de ses collègues du gouvernement. De plus, affirmait-il, ses compatriotes et partisans Bembas « souffraient d'une discrimination notoire du fait de leur appartenance ethnique » et il n'était plus possible de tolérer cet état de choses.

Le lendemain, M. Kaunda avait ri-



posté par une conférence de presse extraordinaire au cours de laquelle il avait fait appel à l'unité du Parti.

Il abandonnait la présidence du Parti — les postes de président et vice-président étant supprimés — et assumait désormais le poste de secrétaire général du comité central avec des pouvoirs renforcés. Il choisissait, parmi les vieux compagnons de lutte, des hommes « sûrs » pour former une commission *ad hoc* qui devait recommander, après enquête, une manière de régler les luttes intestines dans les instances dirigeantes de l'U.N.I.P.

Kapwepwe retirait alors sa démission et acceptait de se conformer aux directives du Parti, en attendant les résultats de la commission d'enquête.

Après une longue année de travail,



Le Dr
Kenneth
Kaunda
(au centre)
et Simon
Kapwepwe
(chemise
blanche).
Deux vieux
compagnons
de lutte...
(Photo D.R.)

celle-ci décidait de supprimer définitivement les postes de président et vice-président du Parti, d'élargir le nombre des membres du comité central et de mettre fin au cumul des responsabilités à la direction du Parti et du gouvernement.

La position de Kaunda en sortait donc considérablement renforcée.

Kapwepwe et Kaunda sont des amis d'enfance. Ils firent leurs études dans une école de missionnaires protestants en Rhodésie du Nord, qui allait devenir par la suite la Zambie. Kaunda est le fils d'émigrés du Nyassaland voisin (Malawi). Kapwepwe, lui, est un natif du pays. A la fin de leurs études — liés d'une profonde amitié — ils acceptent de prendre la relève de leurs maîtres. Instituteurs de leur ville natale de Chisali, ils adhèrent à la toute première

organisation nationaliste du pays, le « African National Congress », que dirige alors Harry Nkumbula. Kaunda s'y distingue rapidement au point d'en devenir le secrétaire général, trois ans après son adhésion, c'est-à-dire en 1946.

Toujours secondé par son ami Kapwepwe, il rompt en 1958 avec le trop « modéré » Nkumbula et fonde d'abord le « Zambia National Congress », puis, en 1960, l'« United Independence Party » (U.N.I.P.).

Kaunda est un panafricaniste passionné, un leader national par excellence, sans attaches tribales, dans un pays de plus de soixante-dix tribus. Kapwepwe, de tempérament plus agressif, est le leader incontesté du nord du pays, mais partisan convaincu de l'unité nationale et du *leadership* de son ami Kaunda.

Les difficultés entre les deux hommes se manifestèrent, hélas, après l'indépendance du pays...

En effet, en février 1968, le président Kaunda était amené à reconnaître que l'U.N.I.P. avait cessé d'être un « mouvement unifié ».

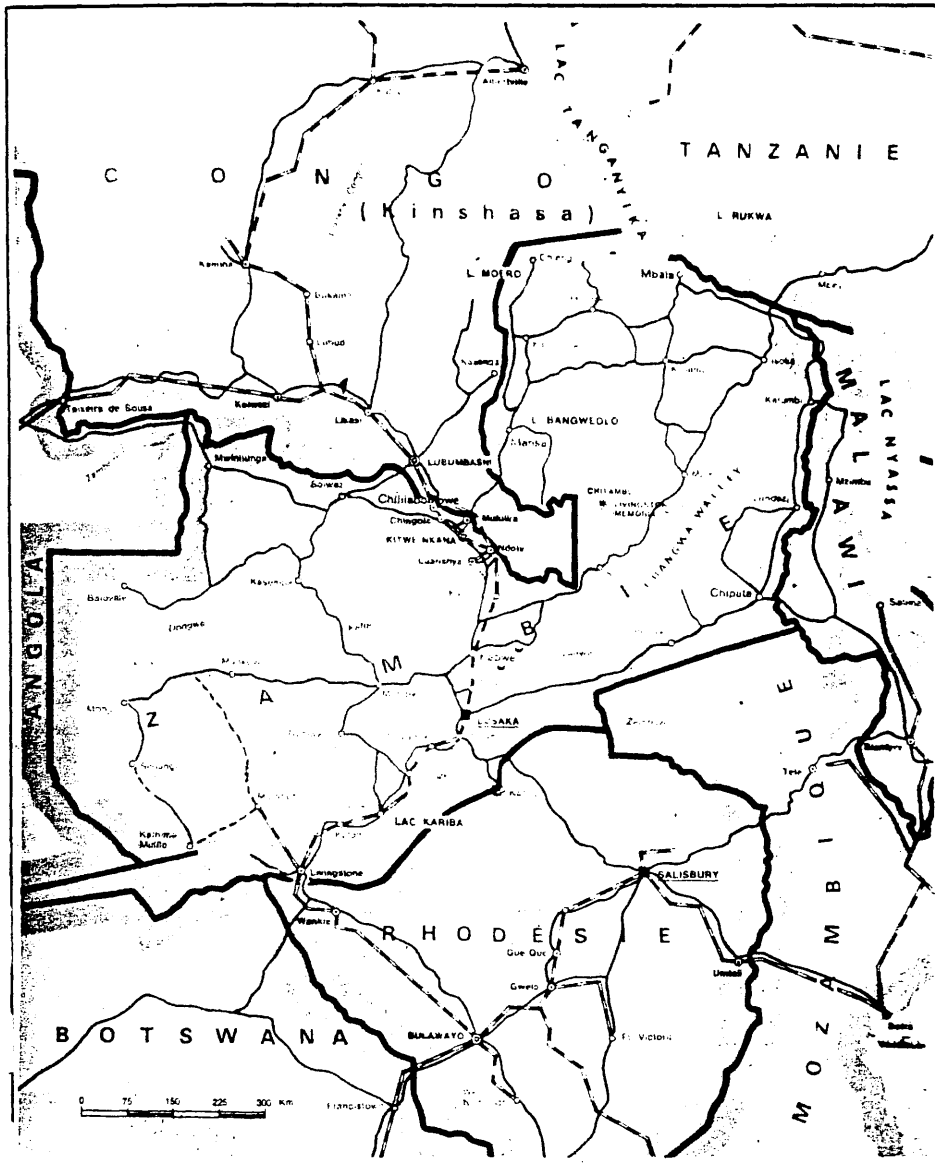
Certes, il n'y a pas en Zambie, comme au Kenya, un groupe ethnique dominant. Mais les Bembas du Nord (400 000 sur 5 millions d'habitants) constituent le groupe le plus important et politiquement le mieux structuré. Leur influence déborde les étroites frontières ethniques et s'étend à certaines tribus voisines qui s'expriment dans leur langue, le ki-bemba. Ils dominent non seulement le Nord — foyer bemba — mais la région du « Copperbelt » où la grande majorité des 50 000 mineurs de cuivre sont des Bembas. Avec les Lozis du Sud (40 000 personnes) ils formaient l'axe de ce « nationalisme pantribal » qu'incarnait l'U.N.I.P.

Un succès de Nkumbula

Les Lozis ont fourni un grand nombre de cadres intellectuels au nationalisme militant, mais les Bembas furent le fer de lance du combat de l'U.N.I.P. contre l'occupant.

Or, après l'indépendance, lors des dernières élections pour la direction de l'U.N.I.P. (1967), les Tonzas avaient refusé de cautionner les candidats lozis ou leurs alliés aux postes de direction. Cette rupture d'une vieille alliance s'était traduite par une victoire éclatante des Bembas de Simon Kapwepwe, qui s'était ainsi assuré le poste convoité de vice-président du Parti. De ce fait, il devenait automatiquement le seul candidat au poste de vice-président de la République et l'éventuel successeur de Kaunda. Telle est la situation qui inquiète les amis du Président, lesquels considèrent que l'actuel chef de l'Etat est le seul homme capable d'arbitrer les conflits qui opposent certains chefs de file du nationalisme zambien, solidaires pendant la lutte anticoloniale, mais fort divisés aujourd'hui.

La situation s'est encore aggravée cependant lors des dernières élections parlementaires où les candidats lozis du parti gouvernemental U.N.I.P., qui se présentaient dans la région de Barotse — frontalière de l'Angola — furent sévèrement battus par les Tongas, affiliés au parti de l'opposition « African National Congress » du vieux Harry Nkumbula, lequel préconisait une « normalisation » des relations de la Zambie avec l'Afrique du Sud afin d'absorber le chômage chronique au Barotsoland. Or, les candidats de l'U.N.I.P. avaient défendu, sans convaincre leur électeurat, la politique gouvernementale visant à met-



La république de Zambie

Superficie : 752 614 km².
 Population : 5 millions d'habitants (population rurale 70 %).
 Capitale : Lusaka (350 000 habitants).
 Principales villes : Kitwe-Nkana, Ndola, Mufulira, Luanshya, Chingola, Livingstone.
 Economie : L'agriculture pourvoit à la consommation ; la production la plus importante étant cependant celle du tabac. La principale ressource minière est le cuivre (700 000 tonnes par an). Avec ce minerai,

extrait dans la « Copperbelt », limitrophe du Congo-Kinshasa, la Zambie est le troisième producteur mondial. Autres ressources : le cobalt, le plomb, le zinc, le manganèse.
 Situation politique : Ancienne Rhodésie du Nord sous protectorat britannique, la Zambie a acquis son indépendance en 1964.

La république de Zambie reste associée au Commonwealth. Le pouvoir exécutif est assuré par le président Kenneth David Kaunda depuis l'indépendance.

► tre un terme au recrutement des travailleurs zambiens de cette région frontalière pour les mines et plantations sud-africaines.

A ces difficultés d'ordre interne, il faut ajouter la présence insolite d'une minorité blanche et fort privilégiée de plus de mille colons qui contrôlent la totalité de la production de tabac (la première exportation agricole du pays), 50 % du maïs commercialisé, aliment de base du gros de la population autochtone, et près de la moitié de la viande de bœuf. On ne saurait oublier quelques centaines de techniciens de souche sud-africaine ou rhodésienne, sans lesquels le cuivre zambien (600 000 tonnes par an) n'aurait pas pu être exploité.

Un héritage difficile

Or la plupart de ces « expatriés » sympathisent avec leurs « frères » de l'Afrique blanche et raciste. Ils agissent comme une « cinquième colonne » au service de M. Vorster, qui prépare sa percée vers le nord. C'est ce que soulignent, non sans raison, les amis de M. Kapwepwe, partisans d'une accélération plus poussée de la « zambianisation » du pays.

Certes, le Dr Kenneth Kaunda, architecte de l'indépendance et habile chef d'Etat, a su consolider les assises nationales en introduisant des réformes hardies qui ont permis un encourageant décollage de l'économie du pays. La « zambianisation » du cuivre par une nationalisation partielle des gisements minéraliers du pays devrait amener l'Etat zambien à lier son destin à la communauté est-africaine. Bref, les cinq années qui ont suivi l'indépendance ont permis à cet ancien protectorat britannique (en fait, colonie de longue date de la Rhodésie « blanche ») de rompre son isolement et de réduire considérablement la pression de ses voisins racistes et voraces du Sud.

Sans doute également, l'unification politique du pays et la formation de la nation zambienne n'ont-elles pas été facilitées par l'existence d'une population en grande majorité rurale, dispersée sur un territoire d'un quart plus vaste que la France.

Les malheurs du Dr Kaunda ne viennent-ils pas essentiellement du fait qu'il est l'héritier d'une indépendance octroyée ?

La réussite de son expérience exigerait la liquidation des structures pré-coloniales, notamment des chefferies, qui ont souvent collaboré avec l'ancien occupant.

Kenneth Kaunda saura-t-il les mater pour gagner sa deuxième bataille pour l'indépendance face aux périls intérieurs et à la menace qui vient du Sud ?

Aquino de Bragança